

## Edouard Tétreau: «Mélenchon rêve-t-il du Grand Soir ?»



*La France Insoumise et son leader, Jean-Luc Mélenchon, sont vus comme la première force d'opposition au gouvernement, selon les enquêtes d'opinion. - Crédits photo : BERTRAND LANGLOIS/AFP*

---

Vox Politique (<http://premium.lefigaro.fr/vox/politique>) | Par Edouard Tétreau (#figp-author)

Mis à jour le 05/09/2017 à 11h46

---

FIGAROVOX/TRIBUNE - Jean-Luc Mélenchon a appelé au « déferlement » ce 23 septembre. Pour Edouard Tétreau, ce rassemblement a vocation à être une démonstration de force pour fragiliser le plus possible le pouvoir en place plutôt que d'exprimer un quelconque mécontentement populaire.

---

*Edouard Tétreau est essayiste, éditorialiste, enseignant, et conseiller de dirigeants économiques et politiques.*

---

On le croyait usé jusqu'à la corde début août, pestant contre un travail législatif harassant et le manque de vacances. A 66 ans, l'ancien sénateur, ministre, président de conseil général, député européen Jean-Luc Mélenchon, recordman de longévité politique et de cumuls de mandats (34 ans de mandats électifs, dont 20 ans au Sénat), allait-il se soumettre à l'âge légal du départ à la retraite?

C'était sans compter sur sa détermination à aller au bout de son projet, désormais explicite: prendre le pouvoir en France . M. Mélenchon et son parti des «Insoumis» sont en effet déterminés à gouverner et pour le faire sont prêts à tout. Ils l'ont démontré à l'occasion de leur rentrée politique, en deux déclarations, un discours et un écrit.

---

**Brusques, les Insoumis le sont d'abord à la démocratie : pour eux, le mandat présidentiel quinquennal est un chiffon de papier ; celui de l'assemblée législative ne vaut guère plus.**

---

La première déclaration est celle de Raquel Garrido, avocate, chroniqueuse du groupe Canal+, et porte-parole des Insoumis: «On peut brusquer les événements! On ne va pas attendre 2022!». Les Insoumis le sont d'abord à la démocratie: pour eux, le mandat présidentiel quinquennal est un chiffon de papier ; celui de l'assemblée législative ne vaut guère plus. Vivement un coup d'Etat?

C'est, en termes légèrement plus choisis, ce que son époux, Alexis Corbière, député Insoumis a exprimé fin août:

«Il pourrait y avoir dans ce pays une situation où le gouvernement et le président de la République, à juste raison, considèrent qu'il faut peut-être des élections anticipées, voire un référendum [...] S'il y avait par exemple des mobilisations sociales qui se multiplient... Il peut y avoir un moment démocratique (sic) où celui qui est en responsabilité dit «je ne vais pas jusqu'au bout».»

On l'a compris. Leur objectif n'est pas de convaincre dans cinq ans une majorité d'électeurs par la force de leurs arguments. Mais de faire peur au pouvoir et à la majorité du peuple qui l'a élu. En invoquant un déficit de légitimité répété «ad nauseam» sur les plateaux de télévision: «Macron n'a pas de socle». «Il a été élu par défaut sur son programme». «Il représente une petite élite face à la colère du peuple».

---

**Leur objectif n'est pas de convaincre dans cinq ans une majorité d'électeurs par la force de leurs arguments. Mais de faire peur au pouvoir et à la majorité du peuple qui l'a élu.**

---

«Mobilisation sociale». C'est lorsque ces révoltés utilisent la litote qu'il faut les écouter attentivement, et débusquer leur agenda caché. Ici, la «mobilisation sociale» qui pourrait faire abdiquer un pouvoir démocratiquement élu ne se résumera évidemment pas à une gentille manifestation de retraités de l'éducation nationale, avec bâtons de marche, cornes de brume pour faire folklore, et stands de merguez-frites-bières pour passer un bon moment.

Déferler: c'est bien le verbe utilisé par M. Mélenchon pour la journée du 23 septembre: faire «déferler» le peuple. Mais attention: «pas de bla-bla, du combat.» Nous sommes prévenus.

Nous sommes prévenus, non seulement de la façon dont les Insoumis de M. Mélenchon veulent prendre le pouvoir; mais aussi de ce qu'ils comptent en faire. Depuis la semaine dernière, le projet politique des Insoumis n'est pas souterrain, mais explicite et revendiqué. Il a même un modèle: le Venezuela de M. Maduro.

---

## **Depuis la semaine dernière, le projet politique des Insoumis n'est pas souterrain, mais explicite et revendiqué. Il a même un modèle : le Venezuela de M. Maduro.**

---

Pour s'en convaincre, il faut lire le billet que lui consacre M. Mélenchon sur son site. La lecture n'en est pas toujours aisée. Plus de 2200 mots, 18 points d'exclamation. Mais pas un chiffre, ni un seul fait. Des attaques ad hominem, des interpellations et insinuations; des amalgames (Irak = Venezuela); des figures classiques de la doxa stalinienne antiaméricaine. M. Mélenchon sort la grosse artillerie pour justifier son soutien inconditionnel à ses «amis» du Venezuela, le régime désormais dictatorial de M. Maduro. Certes, des amis «dont nous savons qu'ils ne sont pas parfaits puisque nous-mêmes ne le sommes pas, et qu'il y a dans toutes ces expériences des moments lumineux et parfois des faiblesses.»

Pour les moments «lumineux», M. Mélenchon confond peut-être le Venezuela avec le Pérou du Sentier lumineux, organisation communiste ayant terrorisé ce pays dans les années 1980-1990. Mais pour les chiffres et les faits, concernant les amis vénézuéliens des Insoumis et leurs «faiblesses», les voici.

L'année dernière, du fait de la famine dans ce pays possédant les plus larges réserves de pétrole du monde entier, les trois quarts de la population du Venezuela ont perdu du poids. Neuf kilos en moyenne. Neuf foyers sur dix n'ont pas les ressources financières

pour se nourrir. 10 millions de personnes (sur une population de 31 millions) doivent sauter au moins un repas par jour. L'une des rares industries en croissance à Caracas est celle des maisons closes, seul moyen de survie alimentaire d'un nombre croissant de très jeunes filles.

Le PIB par habitant a chuté d'un cinquième en deux ans. L'inflation est entre 250% et 720%, selon les mesures utilisées.

---

## **Au Vénézuéla, le PIB par habitant a chuté d'un cinquième en deux ans. L'inflation est entre 250% et 720%, selon les mesures utilisées.**

---

Non content d'affamer son peuple, le gouvernement de l'ami de M. Mélenchon, M. Maduro, l'assassine et l'enferme. En quatre mois de protestations, on compte 125 morts, et plus de 4 000 arrestations.

Les protestations enflent? L'opposition démocratique, au péril de la vie de ses chefs, est en passe de gagner les élections? Les mélenchonistes du Venezuela changent les règles du jeu, créent une Constituante, dotent le Président des pleins pouvoirs, tournent le dos à la démocratie. La liberté de penser et de s'exprimer bouge encore? Les amis de MM Mélenchon ferment 49 radios et télévisions cette année, et organisent, comme ce fut le cas ces jours-ci, des exercices militaires avec 200 000 soldats et 700 000 réservistes et miliciens. Car la Milice existe au Venezuela.

Voilà les «faiblesses» des amis «pas parfaits» de M. Mélenchon. Les points de comparaison entre ces deux mouvements d'extrême gauche, l'un au pouvoir en Amérique Latine, l'autre en France dans l'opposition, sont tellement nombreux qu'on ne sait plus qui imite l'autre. Le recours à la violence verbale plutôt qu'à la démocratie. La haine de la liberté d'expression, particulièrement des médias non inféodés à la cause: pendant la campagne, les Insoumis avaient blacklisté quelques médias, dont Libération ; lors de leur université d'été, un atelier travaillait sur une question explicite: «faut-il dégager les médias?». La haine des «riches» et des bourgeois - ceux qui possèdent ou qui travaillent. La haine de l'Amérique, celle de M. Trump comme celle de MM Obama et Clinton. Enfin, il passe presque inaperçu dans notre pays, tant il semble devenu la norme: un anticléricalisme sauvage. Un rejet farouche de l'Eglise catholique qui, malgré les attaques répétées des milices contre elle et ses fidèles, accuse explicitement et courageusement le pouvoir mélenchoniste du Venezuela de «dictature». M. Maduro de s'en prendre aux «cardinaux» qui se seraient compromis avec le «capital» et prendraient leurs ordres de Rome.

---

**Il faut donc, sans se voiler la face, se préparer à une vraie confrontation avec ce mouvement. Elle risque d'avoir lieu, non pas dans les urnes ni à l'assemblée, mais dans la rue.**

---

Il faut donc, sans se voiler la face, se préparer à une vraie confrontation avec ce mouvement. Elle risque d'avoir lieu, non pas dans les urnes ni à l'assemblée, mais, comme ils l'annoncent et le souhaitent, dans la rue. M. Mélénchon allant même jusqu'à utiliser cet oxymore glaçant de «démocratie de la rue».

Or, pour reprendre une expression stalinienne, les «divisions» de M. Mélénchon pourraient être nombreuses, tant le rejet de notre démocratie, et de notre modèle de société libre, ouverte et tolérante, cherchant l'accroissement de notre prospérité collective par l'économie de marché, compte d'opposants. Au-delà du noyau dur mélenchoniste, les perdants, en France, de la mondialisation, peuvent être tentés par ce mouvement antidémocratique. Ils sont nombreux, dans les villes comme dans les campagnes, à se sentir abandonnés par un pouvoir central qui s'éloigne d'eux et de leurs préoccupations. Un pouvoir qui ne parle plus leur langage depuis des décennies.

Tel est le défi, entre autres, de la nécessaire fin des emplois aidés: cette tartufferie de la présidence sortante, qui a créé de faux emplois publics non financés, et l'illusion pour leurs bénéficiaires qu'ils seraient pérennes. Si les entreprises, grandes bénéficiaires des nouvelles réglementations, n'embauchent pas massivement ces jeunes, ne prennent pas leur part à l'effort collectif, alors ils viendront renforcer les rangs mélenchonistes.

Or, si les nouvelles générations, notamment celles issues de la diversité, ne trouvent pas leur place dans l'économie française, où peuvent-elles aller, sinon chez M. Mélénchon?

Face à ces menaces, le gouvernement actuel a deux obligations: réussir son pari économique et social, qui va très largement reposer sur la capacité et la volonté des entreprises privées d'embaucher en masse, ou non. Et être implacable dans la défense de l'Etat de droit. On se souvient de la violence des manifestations contre la loi El Khomri (voitures de police incendiées, dégradation d'un hôpital pour enfant). La journée du 23 septembre sera, pour les «premiers flics de France» Jacqueline Gourault et Gérard Collomb, une première occasion de montrer la fermeté de l'Etat, seul dépositaire de la violence légitime. Le moindre signe de faiblesse ce jour-là sera interprété comme une invitation à aller plus loin aux prochains rendez-vous de «démocratie de rue».



Edouard Tetreau

---

